

شكرا لكم

ME ANNÉE (1977) — N° 1487

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

DU JEUDI 28 AVRIL AU MERCREDI 4 MAI

Le Monde

N° 1487

Canada, 0,50 \$ can.; Côte-d'Ivoire, 80 fr.;
Egypte, 14 p.; Iran, 20 p.; Italie, 1,15 p.;
Jamaïque, 200 p.; Israël, 2,75 p.; Liban,
100 p.; Singapour, 65 p.; Thaïlande, 1,50 p.;
Tunisie, 5,50 p.; U.R.S.S., 0,50 p.; U.S.A., 0,50 p.

ABONNEMENT : Six mois 100 fr.
France F 35 F 60
Etranger F 48 F 85

(Tarifs selon page 9.)
CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

DANS UNE INTERVIEW DIFFUSÉE
M. Carter estime que la conférence
devra établir des objectifs à

L'Union soviétique a refusé de participer à la conférence de la paix à Paris, le 28 avril. Le président américain a déclaré que la conférence devra établir des objectifs à long terme pour la paix en Europe.

LES NEGOCIATIONS
ETATS-UNIS
SE SONT

Les négociations entre les États-Unis et l'Union soviétique ont continué à Paris. Les deux parties ont discuté des questions de sécurité et de désarmement.

LE GRAND TAILLEUR
COUSINS RICHES
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Le grand tailleur propose des vêtements de haute qualité pour les hommes. Les cousins riches offrent un enseignement secondaire de qualité.

A LA PROGRAMME
LE MONDE

Le programme de la semaine prochaine sera consacré à l'actualité internationale.

ai sanglant Turquie

La Turquie a connu une semaine sanglante. Des milliers de personnes ont été tuées dans des combats entre les forces gouvernementales et les rebelles.

Les autorités turques ont déclaré que les rebelles ont tenté de prendre le contrôle de plusieurs villes importantes. Des opérations militaires ont été lancées pour rétablir l'ordre.

Le conflit en Turquie a des racines profondes. Les tensions entre les différentes communautés ethniques et religieuses ont conduit à cette violence.

La situation en Turquie reste instable. Les négociations de paix ont été suspendues.

Regain de tension en Irlande du Nord Grève générale des protestants

En Irlande du Nord, le regain de tension a conduit à une grève générale des protestants. Des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes.

Les autorités britanniques ont envoyé des troupes pour maintenir l'ordre. Des négociations ont été tentées pour résoudre le conflit.

Le conflit en Irlande du Nord est complexe. Il implique des questions de religion, d'ethnicité et de politique.

La situation en Irlande du Nord reste tendue. Les négociations de paix sont en cours.

L'appel de M. Giscard d'Estaing à l'union de la majorité n'a pas modifié l'attitude du R.P.R.

L'appel de M. Giscard d'Estaing à l'union de la majorité n'a pas modifié l'attitude du R.P.R. Le parti reste divisé sur la question.

Les membres du R.P.R. ont discuté de l'appel du président. Ils ont exprimé des opinions divergentes.

Le R.P.R. a décidé de maintenir sa position. L'union de la majorité n'est pas pour le moment.

La situation politique en France reste incertaine. Les élections sont prévues pour l'automne.

majorité sur les bases suivantes : le gouvernement Barre reste en place et poursuit son action jusqu'au terme de la législature mais ne fera rien qui puisse déplaire au R.P.R.

Le premier ministre ne semblait pas disposé à pousser le concertation jusqu'à la commission aux volontés du R.P.R. lorsqu'il déclarait devant la presse ministérielle, quelques heures avant le président de la République, qu'il utilisait les

La divergence sur la date de la consultation est dépassée mais celle sur la meilleure manière d'y préparer les électeurs demeure entière. Mis en cause, plus ou moins directement, dans le débat parlementaire sur le programme du gouvernement, M. Giscard d'Estaing a répondu à cet égard que le R.P.R. n'avait pas le droit de se plaindre.

Comme le premier ministre, le président de la République fait de l'union de la majorité un objectif. Mais, en s'en tenant aux résultats du scrutin, ce n'est pas le gouvernement qui décide de l'union de la majorité. C'est le peuple qui décide.

Le conflit du Sahara occidental

LA MAURITANIE EN DANGER

Une nouvelle fois, le Sahara occidental est au centre d'un conflit. La Mauritanie est en danger. Des troupes ont été envoyées pour maintenir l'ordre.

Le conflit au Sahara occidental est complexe. Il implique des questions de territoire, de religion et de politique.

L'Assemblée nationale a adopté le programme d'action du gouvernement

Après trois jours de débats, l'Assemblée nationale a adopté le programme d'action du gouvernement. Le programme vise à améliorer l'économie et la société.

Homéopathie

Des « deux axes fondamentaux de la politique » ont été adoptés. L'homéopathie est une méthode de traitement naturelle.

Le gouvernement a décidé de soutenir l'homéopathie. Des centres de traitement ont été créés.

LA FIN DE LA VISITE OFFICIELLE DE M. PHAM VAN DONG

Le voyage officiel du premier ministre du Vietnam, M. Pham Van Dong, a pris fin. Il a visité plusieurs villes françaises.

Le Vietnam deux ans après

1. — Une volonté d'ouverture

Des Handicaps trop étendus pour manifester l'hostilité au froidier, s'arrêtaient, quelques semaines pour regarder plusieurs Américains faisant du footing au petit matin autour du Petit Lac, près du centre ville. Il s'agissait de membres de la mission Woodcock venue rétablir des contacts avec le président Carter. Le 3 mai, les négociations vont reprendre à Paris à l'entour de la diplomatie américaine.

Le Vietnam a montré une volonté d'ouverture. Des contacts ont été établis avec les États-Unis.

Ethiopie

Le ravitaillement des villes est compromis par la désorganisation de l'économie

De notre envoyé spécial

[illegible]

est plus précaire. Dans cette enlaine surprenante et d'accès très difficile, on ne sait comment les vertes que trois mois de pluie ont épidémie a ravagé les vergers de « faux bananiers ».

« Les personnes d'origine d'avantage, notamment de « bari » (variété de céréale), l'Éthiopie semble également victime d'une modification du climat, les pluies sont arrivées à Addis-Abeba où l'on consommait vingt mille tonnes de farine de plus, en 1976, que deux ans auparavant. Une crise démographique, comme l'accroissement du nombre des réfugiés, n'explique pas tout. En l'espace d'un an, le régime a subi une déstabilisation et le gouvernement se sentant contraint d'imposer des mélanges de farine pour préserver ses réserves.

L'économie est aussi victime des réformes introduites depuis deux ans. Sur la plan agricole, les campagnes vivent de plus en plus mal. Les associations de producteurs de paysans et administrations locales veulent se préoccuper contre le danger, la responsabilité de la famine, la responsabilité de la guerre, les déplacements de millions de morts dans cette province.

La production des grandes fermes nationalisées est baissée. Dans la moitié méridionale du pays, les réformes de 1975 ont favorisé l'émergence de pouvoirs locaux. Les anciens métayers ont pu consommer la totalité de leurs récoltes, mais ont vu recroquer une partie à leurs seigneurs. Mais ils n'ont pas toujours en la prudence de garder les semences et de prévoir les engrais nécessaires pour les années suivantes, distribués par les propriétaires.

Les prévisions d'importations de céréales pour 1977 s'élèvent à 100 000 tonnes. L'Etat a déjà importé 100 000 tonnes de 100 000 tonnes, en partie fictives, puisque le calcul tient compte des promesses de dons étrangers.

Le ravitaillement d'Addis-Abeba devient de plus en plus délicat. Les camions des grossistes du marché (grand marché de la capitale) ne descendent plus dans la Rift-Valley. Un bon nombre de réfugiés, des vétérans de l'Éthiopie et des Indiens, ont fui la révolution. Le gouvernement

tente, depuis novembre dernier, de combler ce vide en réglementant les tarifs et les trajets des transporteurs.

Depuis la fermeture, pour des raisons de sécurité, de la route reliant Asmara au port de Massawa en Erythrée, le commerce extérieur se partage à peu près également entre les routes qui mènent à Djibouti, Massawa, roue qui relie Asaba à Addis-Abeba (à travers des zones tenues par les nomades Afars) et les routes qui mènent à Addis-Abeba, à travers la rotation des convois, qui empruntent sous protection militaire, e diminué de moitié. Les passés de l'été ont été plus difficiles.

D'autre part, le chemin de fer franco-djiboutien, qui relie Addis-Abeba à Djibouti, se désintéresse rapidement de la situation, et les révisés depuis le départ de la direction française. Il faut de longs délais pour importer du matériel de rechange, et les petits détaillants sont obligés de se débrouiller seuls. Les investisseurs les bénéficiaires réalisés en 1976 ont néanmoins permis l'achat de deux locomotives Diesel. Mais la voie ferrée est en mauvais état.

Le problème énergétique paraît tout aussi grave. Le pétrole importé est acheté pour moitié à des compagnies étrangères et pour moitié à des producteurs arabes. Mais la tension croissante entre l'Éthiopie et le monde arabe menace ces importations. D'autre part, le pétrole est distribué à des prix élevés, les dépenses par l'État, contre 10 % voilà quatre ans. La petite raffinerie d'Assab, construite par les Soviétiques, se révèle insuffisante et n'a pas été entretenu par un attentat.

Les finances de l'État, enfin, ne sont pas brillantes. Les impôts ne couvrent pas les dépenses sous le régime d'urgence, et les dépenses d'investissement sont couvertes par l'emprunt budgétaire prévue pour l'exercice en cours (1976-1977) s'élève à 350 millions de dollars (contre 750 millions de dollars en 1975).

Les recettes produites par les exportations de café à un excellent prix, grâce à une flambee de prix, sont monnaie sonnante et trébuchante, mais absorbées par l'achat d'armes. Tenue en laisse pendant deux ans au taux de 16 %, l'inflation entraîne un considérablement augmenté pendant le premier semestre 1976-77 (à six mois).

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Marrakech, 27 avril.)

M. Boumediène forme un cabinet de gestionnaires

De notre correspondant

Alger. — La réorganisation de la structure gouvernementale a, entreprise au milieu du mois par le président Boumedienne, a pris fin mercredi 27 avril. Après la publication, le 21 avril, d'une première liste de dix-sept ministres, dont douze entrés pour la première fois dans le gouvernement, un communiqué a précisé les nouvelles nominations.

M. Senhadjia, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, est nommé ministre de la Justice en remplacement de M. Benmamoun, devenu ministre du Commerce et de l'Industrie. M. Abdelghani Ohbi, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur, devient ministre du Tourisme. Il détient ce portefeuille depuis 1965 et se verrait confier l'ambassade à Washington.

M. Mouloud Kassim, ministre de l'Enseignement original et des affaires natives, est nommé ministre auprès des problèmes religieux. Ses attributions concernant l'enseignement original sont supérieures à celles du ministère national, ce secteur ayant été rattaché à l'enseignement fondamental et secondaire. M. Ahmed Benaboud, ministre de la Culture, qui joue un rôle médiateur entre les traditionalistes et les modernistes, devient ministre conseiller du président de la République.

Enfin, M. Tayeb Larbi, qui fut ministre du secteur nationale depuis 1968, conserve le ministère de l'Agriculture et de la révolution agraire, qu'il détient depuis 1968. Mais le secteur agricole est renforcé et renouveau par la création de deux secrétariats d'Etat (production végétale et production animale) dont les responsables n'ont pas encore été nommés.

La liste publiée le 27 avril ne comporte pas d'adjoints au chef du cabinet. M. Abdelaziz Bouteika demeure à la tête du ministère des affaires étrangères, qu'il conserve depuis 1963, que M. Abdelkader Benselme, ministre de l'Intérieur, et M. Adallah Khodja, secrétaire d'Etat au Plan. Le chef de l'Etat garde le portefeuille de la défense qu'il détient depuis 1963.

M. Smail Hamani, secrétaire général adjoint à la présidence, est nommé secré-

De notre correspondant

taire général du gouvernement en remplacement de M. Abdelkader Hadj Ali, qui était à ce poste depuis l'indépendance. M. Abdelmajid Aïaboum, directeur du protocole à la présidence, devient secrétaire général de la présidence de la République, à la place du docteur Amir, nommé à la rentrée dernière ministre du travail et de la formation professionnelle. Enfin la direction générale de la fonction publique, qui dépendait du ministère de l'intérieur, est rattachée à la présidence de la République.

Le communiqué annonce aussi que, conformément à la Charte et à la Constitution, le chef de l'Etat présidera la séance en place d'un conseil de sécurité et d'une Cour des comptes.

Le cabinet comprend 25 ministres — y compris celui de la défense, — contre 20 deus le précédent, et 3 secrétaires d'Etat au lieu de 2. D'une façon générale,

L'éclatement du ministère de

M. Abdesslem av
difficile

De notre c

Alger. — La division du ministère de l'Industrie et de l'énergie en trois secteurs distincts et l'attribution du portefeuille de la «série Industrie légère à M. Belaid Abdesslam, qui dirigeait l'ensemble, marquent-elles « la fin d'un règne » ? La réalité semble en fait beaucoup plus nuancée.

Le dynamisme du ministre, qui a acquis une stature internationale, crée la Sonatrach après l'indépendance, gagné la bataille de la nationalisation des hydrocarbures en 1971, et constitué la cheville ouvrière de l'industrie algérienne depuis 1965, lui a permis, en une décennie, de bâtir une « empire » difficile à gérer. Ses adversaires — et il en a — lui reprochent d'avoir construit des usines qu'

appartenance à l'A.I.N. (Armée de libération nationale), ce qui avait été le cas de plusieurs membres des précédents cabinets et des membres du Conseil de la révolution.

Une dizaine de colonels

Le cabinet compte une dizaine de colonels. Il convient toutefois de noter que le plupart d'entre eux avaient, depuis des années, des activités civiles, comme le médecin-colonel Amir, le colonel Allahoum ou le colonel Amouchi, qui, à la tête de la D.N.C.-A.N.P. (direction nationale des coopératives de l'Armée nationale populaire) a assuré notamment la construction de nombreuses écoles et de villages socialistes. D'autres ont été déchargés de fonctions à l'extérieur, notamment, comme les colonels Draïa, directeur général de la sûreté ; Bencherif, directeur de la gendarmerie. En fait, leur entrée dans le gouvernement

de l'énergie et de l'industrie

ait bâti un empire à gérer

correspondant

Celui-ci a été attribué à M. Sid Ahmed Ghazal, un ancien de l'UGEMA, qui a succédé à M. Abdelmalek à la tête de la Sonatrach, en 1985, et qui était depuis considéré comme l'un des hommes les plus proches collaborateurs et un ami. En revanche, la formation d'un ministère de l'industrie lourde, confié à M. Lissine, a surpris. Normalement, ce dernier doit trouver dans ces attributions le complexe sidérurgique d'Annaba, qui fonctionne depuis quelques années, et les projets du complexe qui traitera, dans l'ouest du pays, le minerai de fer de Gara-Djilet.

Si l'on s'en tient à la terminologie courante, le secteur confié à M. Abdelmalek représente la plus grande partie de

L'éclatement du ministère de l'énergie et de l'industrie

M. Abdesselam avait bâti un empire difficile à gérer

De notre correspondant

Alger. La division du ministère de l'Industrie et de l'énergie en trois secteurs distincts et l'attribution du portefeuille de la seule industrie légère à M. Belaid Abdesselam, qui dirigeait l'ensemble, marquent-elles « la fin d'un régime » ? La réalité semble en fait beaucoup plus nuancée.

Le dynamisme du ministre, qui a acquis une stature internationale en présidant le comité après l'indépendance, gagné la bataille de la nationalisation des hydrocarbures en 1971, et constitué la cheville ouvrière de l'industrie algérienne depuis 1965, lui a permis, en une décennie, de bâtir une « empire » difficile à gêner. Ses adversaires ont dû se contenter de constater d'avoir construit des usines qui ne tournent qu'à 25 % ou 30 % de leur capacité. M. Abdesselam, qui tient à tout contrôler par lui-même, n'hésite pas à répondre vigoureusement à ses détracteurs. « Nous faisons de l'industrialisation avec des paiements », se plait-il à répondre, admettant quelques usines fonctionnant mal, « comme dans les autres pays, du tiers-monde », et n'accepte pas que l'on oublie toutes celles, « et elles sont nombreuses, qui tournent à 105 % — c'est le cas des unités de liquéfaction de gaz naturel de 100 %, — à 90 % ou même à 80 % ».

Depuis le débat sur le Charte nationale, le pouvoir envisageait — en accord avec M. Abdesselam — de réorganiser les sociétés nationales trop lourdes à gérer et de créer un ministère de l'énergie et de la pétrochimie.

Ceul-d'un été attribué à M. Sid Ahmed Ghazali, un anelien de l'UGEMA, qui a succédé à M. Abdesselem à la tête de la Sonatrach, en 1985, et qui étall depuis considéré comme l'un de ses plus proches collaborateurs et un ami. En revanche, la formation d'un ministère de l'Industrie et des Mines à M. Llassina, a surpris. Normalement, ce dernier doit trouver dans ses attributions le complexe sidérurgique d'Annaba, qui fonctionne depuis quelques années, et les projets du complexe qui traitera, dans l'ouest du pays, le minéral de fer de Gara-Djiblet.

Si l'on s'en tient à la terminologie courante, le secteur confié à M. Abdesselem représente la plus grande partie de l'industrie algérienne. Sous la réserve des arbitrages que rend le chef de l'Etat pour la répartition des attributions, le domaine de M. Abdesselem devrait aller des industries sidérurgiques, des industries d'appareils ménagers, de postes de télévision, etc, en construction, sans oublier le projet d'usine de voitures d'Oran, qui devrait produire cent mille unités et employer quinze mille personnes. S'il se confirme que M. Abdesselem est appelé à s'occuper du « tissu industriel » de l'Algérie, il sera difficile de parler de « disgrâce » ou d'« éclipse » à propos d'un homme qui personnifie un type de développement volontariste, dans lequel nombre de pays du tiers-monde voient un modèle.

P. B.

(Vendredi 29 avril.)

Le président Sadate annonce que l'Égypte prendra en charge l'armée de l'air du Zaïre.

Le président Anouar El Sadate a annoncé, dimanche 1^{er} mai, avoir décidé d'apporter une aide militaire à Zaire. Il a déclaré que l'Egypte prendrait en charge le fonctionnement de l'armée de l'air zairoise, sans toutefois envoyer de troupes place. Il a ajouté qu'il avait informé le président Mobutu de sa décision.

Le chef de l'Etat, qui prononçait un discours à Alexandrie, à l'occasion du 1^{er} mai, a ajouté : « Nous considérons que l'invasion

do Zaïre, à partir de l'Angola soutenue par l'Union soviétique, constitue une menace directe pour le Soudan, avec qui l'Egypte a des frontières communes et des liens historiques très étroits, et pour les sources du Nil, dont une partie se trouve sur le sol zaïrois.

M. Sadat a rappelé à ce propos l'aide apportée par l'Egypte au Nigéria lors de la guerre du Biafra. Des pilotes égyptiens avaient alors participé à la lutte contre les secessionnistes biafrais.

La politique africaine dominée par le souci de faire obstacle à l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Caire. — Le premier « som-
» astro-arabe tenu au Caire,
nars dernier, les événements
vibrée et du Zaïre, ont remis
l'omière l'importance que
pour le succès de cette affai-
re. En 1970, la disparition de
ser, lequel plaçait l'Égypte à
ersection des trois « sphères »
« africaines et islamiques »
pu faire et faire passer l'Égypte
la diplomatie égyptienne au
du Sahara.

orientation de cette diploma-
« change » toujours. Le Caire
pen à pen replacé dans la
avance occidentale, et ses ma-
sations sont devenues plus
sibles, mais surtout, il ne
ut pas s'être démentie. D'al-
s, certains dirigeants de la
République arabe d'Égypte «
gru leur très net sentiment
« tourmenté à l'envie arabico-
politique, ne cachent pas qu'il
envis « l'Égypte est avant tout
arabe ».

explication les pharaons, dont les
oyés reconnaissent le pays de
en en Somalie, jusqu'au roi
out qui se fit attribuer le
le du Soudan, en l'honneur de
expéditions du Mehemet Ali
Soudan, au début du XIX.
le, l'Égypte a toujours été
ve sur son flanc méridional
s la Philosophie de la révo-
on. Mais, au Caire, le Ghar-
le de l'issue septentrionale du
tient africain et son trait
tion avec le monde extérieur
« nous est impossible (...) de
à dérober à la tâche d'entraî-
ne les civilisations du monde
tre de la forêt vierge. »

mat la plus peuplée (39 millions
mes) de l'aire astro-arabe,
le Nigeria, jouissant d'une
tion géopolitique privilégiée
vant consistant à occuper une place
sur le plan international
lgré le délabrement de son
onomie, possédant avec Le
re non seulement la capitale

du tiers-monde la plus importante par le nombre d'habitants (9 millions), mais encore l'une des métropoles mondiales dotées d'un rayonnement multiforme, l'Égypte voit aujourd'hui de la lutte contre l'influence de l'Union soviétique en Afrique. Depuis que les Russes ont été évincés de la Méditerranée orientale, c'est l'impression que leurs anciens alliés essient de les « encercler » à partir de Tripoli ou de Khartoum, voire même de Djibouti, du président Sadate, depuis le Zaïre, qui a une frontière commune avec le Soudan, ou depuis l'Éthiopie, malheureuse selon du M. bles

Selon M. Ahmed Sedky, chef du département des affaires étrangères, « les convergences soviétiques, égyptiennes et israéliennes en Afrique forment une zone d'alliance contre nature nuisible à l'Afrique Addis-Abeba vient d'accueillir ses premiers conseillers militaires cubains, tandis que les navires soviétiques se trouvent depuis un an dans les îles éthiopiennes de Dahlak, en mer Rouge ». Le Caire voudrait-il que l'Occident, et notamment les États-Unis, finissent par « plus d'essort, en Afrique ? » Certes, répond M. Sedky, mais à condition qu'il ne s'agisse jamais d'intervention directe. « L'appui logistique de la France au Soudan nous paraît une erreur de politique car qu'il faille faire, mais « nous aurions dû non à une intervention française directe ». De même, si à Djibouti, aux yeux de l'Égypte, la France a une politique « loyale », aux Comores le démembrement d'un État est

«indivissible», et à la Réunion la décolonisation devra aussi, être un *pro effective*. D'une manière générale, le principe des bases militaires étrangères en Afrique est également condamné. Les pêcheurs repêchés font souvent du zèle... L'irritation égyptienne contre la Libye serait moins vive si le colonel Kadhafi n'avait pas refusé de laisser ces bases vivantes. A la flotte soviétique les « facilités » dont celle-ci bénéficie n'aggrave pas la situation des ports d'Égypte. Quant à l'Égypte, elle ne se désolait pas. Aden et par Mogadiscio avec le bloc communiste, Le Caire pense que les pétrodollars en viendront progressivement à manquer.

En l'Égypte, la position égyptienne officielle n'a pas varié depuis 1976. « Le Caire est contre la destruction de l'entité éthiopienne, la question érythréenne, la question tchadienne. L'Égypte ne se désolait pas. Elle négocie à l'Autonomie dans le cadre fédéral. » Les Égyptiens estiment que l'influence russe est néfaste en Éthiopie, car elle empêche la libération de l'Érythrée. L'intransigence. Par référence contre le rapprochement d'Addis-Abeba avec Moscou, l'Égypte manifeste maintenant un intérêt croissant pour le Front de libération de l'Érythrée (FLEJ), organisation arabe dominée par des musulmans, mais elle n'adhère toujours pas à la doctrine élaborée à Riyad d'une « mer Rouge exclusivement arabe ».

En sujet de l'ancien Sahara espagnol, l'Égypte, après une tentative de médiation en 1976 n'a pas pris officiellement parti pour l'Algérie ou pour le Maroc et la Libye. Elle se déclare neutre, mais ses sympathies sont plutôt à ses deux derniers pays.

En Afrique australe, l'Égypte manifeste évidemment son hostilité à l'«apartheid», mais elle est favorable au maintien des peuples noirs dans leur région. Membre fondateur du Comité de libération de l'Organisation de l'Unité africaine à Dar-es-Salaam, elle apporte traditionnellement une aide aux noirs une aide non négligeable, notamment en les armant et en les entraînant. Ce soutien eût-encouragé après la première «sommet» afro-arabe au Zanzibar, Le Caire a vu d'un fort mauvais œil l'intervention cubaine en Angola, ce qui veut à l'actuel moment que l'Union soviétique s'attende depuis de longs mois que les autorités angolaises dooient leur accord à son accreditement. Au fait, les journaux égyptiens dénoncent la présence de Cobalins dans les casernes libyennes.

Four affirmer sa vocation africaine, Le Caire dispose au sud du Sahara de moyens importants : trente-deux ambassades dirigées par des diplomates chevronnés et, personnellement, vingt mille coopérants, environ dix mille étudiants africains en Égypte, la moria interrompue de chefs d'État et de ministres, les centaines d'élites invitées au Caire, et enfin, le réseau incomparable des «missions islamiques permanentes» rattachées à l'université égyptienne d'Al-Azhar.

L'Égypte n'est pas en mesure d'apporter une aide économique aux Africains, mais celle-ci est distribuée par des États comme l'Arabie Saoudite ou le Koweït et par des sociétés étrangères. Les «missions islamiques permanentes» du Caire sont identiques à celles du Caire «à empêcher l'implantation du communisme en Afrique».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Mardi 3 mai)

Un fort pourcentage d'anciens de l'UGEMA

Le gouvernement compte : Y compris les deux secrétaires d'Etat à l'Agriculture) seize nouveaux membres, qui étaient, pour la plupart, des diplomates comme M. Radouane el Djennat, M. Abdellatif Larbi, respectivement ambassadeurs à Moscou, au Caire et à l'ONU, ou des hauts fonctionnaires comme M. Mohamed Liasine (Industrie lourde), qui fut le premier polychaïmbant d'Algérie, ou Sid Ahmed Ghazali (énergie et pétrochimie), sorti de l'Ecole centrale de Paris. Une bonne dizaine de membres du gouvernement ont été recrutés dans l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens), fondée par M. Belal Abdelhamid, qui ont fait leurs études en France et ont lutté pour l'indépendance de l'Algérie.

Cela signifie que le chef de l'Etat a procédé à un certain nombre de promotions et formé un gouvernement de « ministres gestionnaires ». Et outre, ces hommes ont, pour la plupart, été choisis en raison de leurs connaissances de l'économie et leur ouverture sur l'avenir et ont en raison de leur passé ou de leur

« Gagner la bataille de la production »

Enfin sur le plan des structures, on remarque que plusieurs ministères, qui couvraient des domaines trop vastes on n'étaient pas devenus des résolutions ont été scindés en organisations pour leur permettre de mieux maîtriser les problèmes et de gagner la confiance de la population et de la gestion c'est le cas notamment de l'Industrie, de l'Habitat et de l'Hydraulique — deux secteurs particulièrement délaissés par la classe politique professionnelle et de l'agriculture.

Les modifications au niveau des directions de la fonction publique, de la sûreté nationale et de la gendarmerie ont aussi pour résultat de renforcer les attributions présidentielles. Les promotions et les mutations qui ont eu lieu dans différents secteurs et l'important mouvement diplomatique en préparation contribuent à donner certains éléments sur le sein de la classe politique, amorcée au demeurant par les élections à l'Assemblée nationale populaire.

PAUL BALTA.

(Vendredi 29 avril)

La visite en France du ministre des affaires intergouvernementales du Québec

M. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales du Québec, a terminé le 29 avril sa visite officielle en France.

Reçu le 29 avril pendant près d'une heure par le président de la République, M. Mérieu a surtout exposé à M. Giscard d'Estaing les intentions de son gouvernement concernant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance du Québec.

« Le président de la République n'a posé beaucoup de questions sur le référendum », dit M. Morin en quittant l'Élysée. J'ai répondu à toutes. Je pense que

les choses maintenant sont claires et que le sentiment de compréhension active que j'ai reçu chez lui est vraiment bien établi. Cela donne à penser qu'entre le Québec et la France les relations qu'existent déjà et sont déjà très amicales le demeureront et s'accroîtront. J'ai trouvé chez le président beaucoup de sympathie, l'accueil était extrêmement chaleureux », a-t-il conclu.

Le 29 avril, M. Raymond Barre a remis sa coupe de son entrevue avec M. Claude Martin une invitation

d'autre le respect du principe fondamental de co-
hérence dans les affaires intérieures d'un Etat. Les
interlocuteurs du ministre québécois ont souligné l'im-
portance qu'attache tout naturellement la France à
l'identité québécoise.

M. Merin a été reçu le même jour par M. Chirac,
maire de Paris, dont ce lire la déclaration sur le
Québec.

Avant son départ pour la France, M. Claude Morin
avait accordé à notre correspondant au Canada un
entretien que nous publions ci-dessous.

« Nous souhaitons donner à nos relations avec la France un caractère plus économique » nous déclare M. Morin

« Le gouvernement français n'a été très discret quant à la situation québécoise depuis l'arrivée de votre parti au pouvoir en novembre. Mais le gouvernement du parti québécois n'a pas été prolixe sur ses rapports avec la France. Votre visite à Paris va-t-elle permettre de clarifier ce problème ? »

Canada et le Québec. Les éléments que vous avez cités sont déjà prévus dans notre programme politique : « la volonté de conclure, si tel est le vœu de la population, un traité d'union douanière... De même que la mise en commun d'un certain nombre de services incluant la mise en commun des mécanismes monétaires... Nous travaillons actuellement ici pré-

PARIS ENTRE QUÉBEC ET OTTAWA

[illegible]

Propos recueillis par
ALAIN-MARIE CARRON.
(Mercredi 27 avril.)

(1) Président de l'Assemblée législative du Bas-Canada (com alors donné au Québec), Louis Papineau (1786-1871) s'opposa à l'union de celui-ci au Haut-Canada (l'actuel Ontario) et contribua au déclenchement de la révolte des Patriotes en 1837.


E PESTE

LE RESTE.

Il vous procure, s'il le faut,
dans les 24 heures.

LA DÉCLARATION DE M. CHIRAC SUR LE QUÉBEC

**Camp de Mars : pour profiter
de séjour 1977.**



CHAMP DE MARS

LE DE S.A.CITROËN
de la Cavalerie, 75015 Paris.
Tél. 204.833 R, Tél.: 567.55.62 +

*(une documentation détaillée, notre test "à vous"
servira de vous orienter vers le modèle Citroën
vous renseignera de nous renvoyer ce bon à)*

Pays _____

Durée du séjour _____

Type du véhicule qui vous intéresse _____

ROULEZ, NOUS FAISONS LE RESTE.

Vous arrivez en Europe dans quelques mois, quelques semaines, quelques jours... Pour vous, la question "voiture" doit être réglée à l'avance, facilement, tranquillement.

Parce qu'il vous procure, s'il le faut,
une voiture dans les 24 heures.

**Citroën Champ de Mars : pour profiter
à fond de votre séjour 1977.**



CITROËN CHAMP DE MARS
FILIALE DE S.A. CITROËN
 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris.
 Tél.: TT CITRO 204.833 F, Tél.: 567.55.62 +

Pour recevoir, avec une documentation détaillée, notre test "à vous de jouer" (qui) vous permettra de vous orienter vers le modèle Chrono qu'il vous faut, nous vous remercions de nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessus.

Nom _____

Adresse _____ Pays _____

Ville _____ Daire du séjour _____

Date d'arrivée en France _____ Type du véhicule qui vous intéresse _____

EN A PROTEC TOTAL CITROËN

Barre conduit la politique de la France jusqu'aux élections législatives

Barre conduit la politique de la France jusqu'aux élections législatives. Elle a actuellement un certain retard sur l'opposition. Quel est-il ? On ne peut pas se fier aux sondages, vous le savez, aux instituts de sondages, mais je dirai qu'elle doit avoir un retard de quelques points, mettons 4 à 6 % de retard actuellement sur l'opposition. Et bien ! en un an, 4 à 6 %, cela se gagne, cela se gagne même facilement, et c'est même dans une campagne électorale !

Quelles sont les conditions pour qu'elle le fasse ?

À mon avis, deux conditions :

La première, c'est que la situation économique et sociale de la France soit redressée, et la seconde condition, c'est que la majorité soit renouvelée.

D'abord, la première condition. On s'interroge, on se dit : mais, pourquoi la majorité n'a-t-elle pas gagné ? Et on cherche à s'expliquer, on se dit : mais, pourquoi la majorité n'a-t-elle pas gagné ? Et on cherche à s'expliquer, on se dit : mais, pourquoi la majorité n'a-t-elle pas gagné ?

Redresser la situation économique et sociale.

Les difficultés politiques de la France tiennent à la situation de crise économique et sociale que nous avons traversée depuis trois ans, et la même difficulté est la même. Je vous disais que la majorité, en France, doit avoir un retard de quelques points, mettons 4 à 6 %, sur l'opposition. L'heure actuelle, France, Grande-Bretagne, qui a eu des élections à une période de crise, et qui est dirigée par un gouvernement socialiste, ce gouvernement a obtenu, à la dernière élection, 15 à 17 points de retard sur son adversaire. Donc, ce n'est pas dû à la situation économique et sociale.

Alors, comment la majorité peut-elle gagner ? C'est une question que je me pose. C'est une question que je me pose. C'est une question que je me pose. C'est une question que je me pose.

Au moment venu, je ferai connaître sans équivoque le bon choix

Le débat a été politique plutôt qu'économique. Économique, et puis il est devenu politique. Alors, j'en viens maintenant au deuxième aspect, qui est l'union de la majorité.

Si la majorité ne fait pas son union, elle ne peut pas rattraper le terrain perdu. Et si je vous dis que si elle fait son union elle peut rattraper le terrain perdu, c'est parce que je vais vous rappeler une période : en janvier dernier, janvier du début de cette année, après le démarrage du redressement économique et avant les élections municipales, il y avait le sentiment d'un progrès de la politique économique, le sentiment d'une certaine union de la majorité, et de la majorité à l'ensemble du pays. Et donc, si la majorité a été poursuivie le redressement et fait apparaître son union, elle peut rattraper le terrain perdu.

Alors l'union, c'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire faire apparaître une entente, des hommes qui s'entendent, qui s'entendent d'abord, pour soutenir le gouvernement et qui s'entendent en tout.

Soutien du gouvernement, je vous l'ai dit tout à l'heure : les gouvernements successifs que j'ai eus sous ma présidence ont été les gouvernements de M. Chirac, puis de M. Raymond Barre ; ce n'est pas en critiquant l'action gouvernementale que la majorité gagnera du terrain, c'est au contraire en justifiant et en soutenant l'action gouver-

mentale. Et ensuite l'union entre les tendances de la majorité. Ce qui est tout à fait curieux, c'est que nous avons en France une opposition profondément divisée, car chacun sait historiquement que sur les sujets essentiels les communistes et les socialistes ne sont pas d'accord.

Cela ne se voit pas, ou pas trop.

Je dirai non seulement que cela ne se voit pas, mais même qu'ils ont réussi à mettre sur pied une organisation qui est une organisation d'union, et le paradoxe c'est que la majorité est profondément unie.

Quand je circule en province ou que je rencontre des électeurs de la majorité, je ne peux pas vous dire si ce sont des R.P.R., des républicains indépendants, des Centres démocrates ou des radicaux ; ce sont les mêmes et, d'ailleurs, ceux qui nous écoutent, ce sont les mêmes. Par contre, cette majorité, qui est unie sur l'essentiel, a fait apparaître en elle des rivalités, des affrontements, qui lui ont fait perdre du terrain. Parce que les formations politiques croient qu'en se combattant, elles gagnent ; elles gagnent sur leurs voisins et ce sont des déplacements de voix à l'intérieur de la majorité, mais la majorité dans son ensemble perd et ainsi, à l'heure actuelle, on ne peut pas dire que ce soit l'opposition qui gagne des voix.

C'est plutôt la majorité qui envoie des voix à l'opposition. Il faut donc que la majorité d'union soit en respectant naturellement la personnalité de ces tendances et leurs droits à l'organisation et à l'expression. Cela veut dire qu'un cours des prochaines semaines, le travail essentiel de la majorité sera la désignation des candidats ou sur le mode de désignation, élaboration d'une perspective ou d'un programme, car il faut expliquer aux Français, bien entendu, ce que sera la conduite des affaires de la France si la majorité continue à exercer ses responsabilités.

Donc, vous voyez les deux points essentiels : conduire le redressement économique et social et l'union de la majorité.

Donc, redressement, unité de la majorité. Et le gaullisme ?

Il y avait une autre question, à laquelle je n'ai pas répondu, votre question sur moi-même, le président de la République.

Le président de la République, dans nos institutions — ce n'est pas moi qui ai fait nos institutions — ce n'est pas moi qui ai fait nos institutions, j'ai bien entendu voté pour ce n'est pas un chef de parti ou de clan, c'est quelqu'un qui assume les responsabilités de la vie nationale à l'extérieur et à l'intérieur.

Alors, c'est quand même quelqu'un qui est élu à partir d'un programme et, lorsqu'on me dit que je ne prends pas parti, je rappelle que si à l'heure actuelle, il ne s'est pas produit en France ce que l'on redoutait pour 1978, c'est parce que je me suis présenté, parce que j'ai fait campagne contre M. Mitterrand et parce que j'ai gagné.

De même, j'ai pris la peine, le risque, l'été dernier, de faire paraître un ouvrage, *Démocratie française*, qui a été la critique écrite la plus complète du programme commun. J'ai pris ce risque et on m'a dit à l'époque : « Pourquoi donc prenez-vous un tel risque ? »

Mais le moment venu, je l'ai toujours dit, je ferai connaître ce que j'appelle le bon choix pour la France, c'est-à-dire les conséquences sur la vie de la France et des Français de leur choix en 1978, et je le ferai sans équivoque, mais je le ferai dans l'exercice des fonctions de président de la République, c'est-à-dire exempt tenu d'un certain nombre de disciplines auxquelles je suis tenu.

Si bien que l'organisation de ce choix pour la France, cela doit être la partie politique s'organisant, se préparant dans l'union, cela doit être le gouvernement conduisant le redressement économique et social de la France, et ce doit être le président de la République titulant l'enjeu national.

Et le gaullisme, monsieur le Président ? Et le gaullisme là-dessus ?

Eh bien, je vous dirai que le gaullisme, depuis quinze jours, je crois qu'il a été bien plus dans l'action courageuse et efficace de la France en Afrique, pour rendre la sécurité à un continent inquiet et menacé, que dans les débats de la politique intérieure. C'est là que j'ai senti qu'était le gaullisme.

APRÈS LE VOTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU GOUVERNEMENT BARRE

REPUSCULE

(Suite de la première page.)

Elle a actuellement un certain retard sur l'opposition. Quel est-il ? On ne peut pas se fier aux sondages, vous le savez, aux instituts de sondages, mais je dirai qu'elle doit avoir un retard de quelques points, mettons 4 à 6 % de retard actuellement sur l'opposition. Et bien ! en un an, 4 à 6 %, cela se gagne, cela se gagne même facilement, et c'est même dans une campagne électorale !

Quelles sont les conditions pour qu'elle le fasse ?

À mon avis, deux conditions :

La première, c'est que la situation économique et sociale de la France soit redressée, et la seconde condition, c'est que la majorité soit renouvelée.

D'abord, la première condition. On s'interroge, on se dit : mais, pourquoi la majorité n'a-t-elle pas gagné ? Et on cherche à s'expliquer, on se dit : mais, pourquoi la majorité n'a-t-elle pas gagné ? Et on cherche à s'expliquer, on se dit : mais, pourquoi la majorité n'a-t-elle pas gagné ?

Redresser la situation économique et sociale.

Les difficultés politiques de la France tiennent à la situation de crise économique et sociale que nous avons traversée depuis trois ans, et la même difficulté est la même. Je vous disais que la majorité, en France, doit avoir un retard de quelques points, mettons 4 à 6 %, sur l'opposition. L'heure actuelle, France, Grande-Bretagne, qui a eu des élections à une période de crise, et qui est dirigée par un gouvernement socialiste, ce gouvernement a obtenu, à la dernière élection, 15 à 17 points de retard sur son adversaire. Donc, ce n'est pas dû à la situation économique et sociale.

Alors, comment la majorité peut-elle gagner ? C'est une question que je me pose. C'est une question que je me pose. C'est une question que je me pose. C'est une question que je me pose.

Séduire l'opinion

M. Barre reste donc bien fidèle à son engagement : passionné du redressement économique, il a, une fois encore, pour l'essentiel, le courage de se présenter à l'Assemblée nationale, au R.P.R., de l'opposition et d'une partie du patronat, qui le soutient, chacun à sa façon, de relancer l'économie. C'est d'ailleurs, au début, répond le premier ministre, toute réanimation stimulera l'inflation (toujours forte), creuserait le déséquilibre extérieur (encore lourd), aggraverait le déficit budgétaire (malade des cambistes), compromettait le pays. Mais, M. Barre l'a admis publiquement mardi, au prix d'un effort important — mais « pas excessif » selon lui, — envers l'étranger. Dès lors, la seule médecine mise par le premier ministre pour sortir de la crise est l'homéopathie.

À petites doses, le premier ministre cherche à atténuer les maux sociaux, le R.P.R. et à remonter le moral de la population. Mais d'autres continueront à redouter les difficultés qu'entraîneraient ultérieurement d'éventuels licenciements. Cette peur de l'avenir stérilise depuis des mois l'ambition de même temps que l'investissement, les capacités de production dépassant d'ailleurs de 10 à 20 % la demande effective. Le résultat des dernières élections municipales a vivifié les craintes dans les milieux patronaux. On peut donc redouter que les nouvelles facilités financières offertes par M. Barre ne connaissent l'insuccès qu'à caractère des précédents contrats emploi-formation (vingt-sept mille jeunes recrutés au ving mois, au lieu des cent mille espérés), même si le C.N.P.F. se déclare prêt à appuyer le mouvement.

Trois autres dispositions pourraient, en revanche, contribuer à dégonfler les statistiques de chômage : d'abord le prime de 10 000 F accordée aux immigrés qui réintègrent dans leur pays. Ensuite la possibilité accordée aux veuves et aux femmes seules ayant charge d'enfant de souscrire, elles aussi, un contrat emploi-formation (2). Le nombre de demandeurs d'emploi baissera de ce double fait, même si finalement aucun poste de travail n'est créé.

Plus importantes pourraient être les conséquences de l'extension du régime de pré-retraite. Au nom du patronat, M. Ceyrac a donné le 26 avril, son accord pour engager les discussions à ce sujet avec les syndicats. L'opération

Homéopathie

ne connaît pas-être pas tout le succès escompté par les pouvoirs publics, dans la mesure où le gouvernement semble avoir abandonné l'idée d'accepter la majoration des retraites qui aurait permis le calcul de la pension sur plus de trente-sept années et de la cotisation sociale. Logiquement les syndicats, qui voient là l'annonce d'un système de retraite avant soixante-cinq ans, s'opposent à la mesure. Le projet, il se va de même du patronat, qui cherche à élargir M. Barre ; mais les employeurs se feront tirer l'oreille pour payer les cotisations sociales supplémentaires, ce qui risque de réduire le nombre des bénéficiaires possibles de la pré-retraite évalué, par les services officiels, à quatre-vingt mille ou cent mille. Même si le candidat devait être réduit de moitié, ce serait déjà fort important.

Au total, les quatre séries de mesures annoncées par M. Barre, ajoutées à l'embauche de vingt mille vacataires dans le secteur public (3) — dégonfleront sensiblement les

Le « référendum des porteurs de bons »

Un elout psychologique va renforcer, il est vrai, la donne du premier ministre : le succès certain de l'emprunt indexé de 8 milliards de francs financera l'opération. A n'en pas douter, cela sera présenté comme « le référendum, positif, des porteurs de bons ». Sans être négociable — qu'est-ce qu'estimerait aujourd'hui l'effet d'un heureux résultat, en l'état de dépression du marché ? — la portée de l'événement ne saurait être exagérée.

L'épargne importante des Français, (jointe à l'attention d'un bon nombre d'investisseurs, font l'opération de l'Etat emprunte sans difficulté aucune par les voies courantes : bons du Trésor et appel aux « correspond-

Même si le chômage progresse moins vite, la quasi-disjonction économique va durer encore quelque temps et les indices de prix seront mauvais plusieurs mois de suite.

M. Barre est lui-même convaincu qu'il aura besoin de temps — « encore deux années », dit-il en privé — pour passer de l'assainissement financier au relèvement de la reprise sans problèmes. Or, compte tenu des délais d'élaboration des statistiques (deux mois environ), c'est dans huit mois qu'il lui faudrait enregistrer de bons résultats, d'il veut que les Français les connaissent avant de se rendre aux urnes. Est-ce possible ?

Le premier ministre n'en paraît pas lui-même persuadé. « Conscient [du] trouble », du pays, pour reprendre l'expression de M. Barre, le gouvernement garde espoir de le dissiper. Mais, comme d'habitude, le premier ministre, chacun peut observer qu'un sentiment de malaise et même d'inquiétude persiste.

GILBERT MATHIEU.
(Jeudi 28 avril)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MERCREDI 27 AVRIL

JOHANNESBURG. — De nouvelles manifestations ont eu lieu à Soweto, l'Université de la ville de Johannesburg, après la hausse de 80 % des loyers des maisons africaines.

LA HAVANE. — Le secrétaire d'Etat adjoint pour l'Amérique latine, M. Terence Robinson, a signé un accord sur la délimitation des zones de pêche entre Cuba et les Etats-Unis — le premier signé depuis seize ans.

ROME. — La démocratie chrétienne a donné mandat à son secrétaire général, M. Scavacini, de négocier avec les autres partis — notamment la P.C. — pour établir un programme de gouvernement basé sur quelques questions urgentes comme l'ordre public et l'économie.

WASHINGTON. — Le président Carter a annoncé au Congrès une nouvelle législation visant à arrêter, en tout cas à restreindre, la prolifération nucléaire. L'objectif ultime du président est d'obtenir des pays fournisseurs et acheteurs de combustibles nucléaires et techniques qu'ils adhèrent au traité de non-prolifération. C'est l'objectif de demander que tous les Etats techniques d'armement et de développement de la technologie nucléaire soient soumis à un contrôle international des échanges commerciaux pour empêcher la mise au point d'un système de fusées nucléaires entre les deux pays.

VENDEMI 29 AVRIL

BERLIN-OUEST. — M. Klaus Gysi, député du Bundestag, a déclaré à l'Assemblée du Sénat (pouvoir législatif) que le gouvernement fédéral ne s'opposait pas à la démission de M. Stöckert, ministre pour les affaires fédérales, c'est-à-dire à l'ambassadeur à Berlin-Ouest auprès du gouvernement de Bonn.

ROME. — MM. Georges Marchais et Enrico Berlinguer se sont rencontrés. Les entretiens ont porté sur le Parlement européen, la conférence Nord-Sud, la prochaine réunion de la Commission européenne, les relations internationales et les relations franco-italiennes.

ISLAMABAD. — Quelques milliers d'opposants se sont réunis aux portes de l'ordre au cours de la « longue marche » organisée par l'Alliance pakistanaise à Rawalpindi. Il était prévu à l'origine que les manifestants rétrograder dans la résidence de M. Bhutto, premier ministre. L'Alliance, qui semble poursuivre des négociations avec le gouvernement, a finalement décidé que les manifestations auraient lieu dans le centre de Rawalpindi.

SAMEDI 30 AVRIL

NOUAKHOTT. — Deux ressortissants français, le docteur René Fichet, trente-huit ans, et son épouse, ont été tués lors d'une attaque menée par le Front Polisario contre la ville minière de Zouerate, qui se trouve à 400 kilomètres au nord-est de la capitale mauritanienne. Six autres Français sont portés disparus. D'autres auraient été blessés, ainsi que des travailleurs mauritaniens. La centrale électrique de la ville et des réservoirs d'essence auraient été atteints par des obus. Le gouvernement mauritanien a déclaré, en accord avec les autorités françaises, d'envoyer immédiatement les femmes et les enfants des Français travaillant à Zouerate. Cette opération a commencé dès dimanche soir. Jova Nord-Alger de l'armée de l'air française sont arrivés le 2 mai à Nouakchott pour y participer.

JEUDI 28 AVRIL

PARIS. — Le directeur des prix, M. Jean-Pierre Lecoq, a annoncé que les prix de détail de la viande seront bloqués entre le 3 mai et le 20 mai dans toute la France.

NEW-DÉLHI. — M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, s'est déclaré « très satisfait » des accords conclus entre les dirigeants indiens. Un accord en trois points a été signé. Il prévoit l'octroi d'un crédit de 250 millions de roubles à l'industrie indienne, une augmentation

Dimanche 1er mai

PARIS. — M. Giscard d'Estaing a voulu marquer à sa façon la fête du 1er mai par une visite, vers 17 heures, ministère du Travail, où M. Bouillon, ministre du Travail, et Stoléru, secrétaire d'Etat, avaient réuni, toute la journée, une cinquantaine de représentants de s

LUNDI 2 MAI

DUNKERQUE. — Après cinquante jours de grève, les dockers du port ont repris le travail. C'est à l'initiative de la CGT, qui a obtenu le 30 avril la fin du mouve-

ENVIRONNEMENT

APRÈS LA FERMETURE DU Puits D'EKOFISK EN MER DU NORD

Comment faire disparaître les nappes d'hydrocarbures

Samedi 30 avril, à 11 heures (12 h, heure de Paris), l'équipe de Red Adair a réussi à arrêter après cinq tentatives manquées l'éruption du puits d'Ekofisk. Les spécialistes ont ensuite posé trois « chapeaux », ont fermé les vannes et ont pu ainsi commencer à injecter les boues barytées qui, seules, sont capables de faire refuser dans le gisement le pétrole et le gaz.

Cette opération repose le problème de la pollution des mers par les hydrocarbures. Que se passe-t-il lorsqu'une quantité très importante de pétrole se répand sur la mer ?

Le pétrole, plus léger que l'eau, forme des nappes qui flottent. Lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas actuellement, de pétrole relativement léger, les éléments les plus volatiles s'évaporent très rapidement, et la quantité de pétrole flottant sur la mer diminue : on estime ainsi qu'en quelques jours le volume du pétrole « craché » à Ekofisk diminue de moitié du quart. Pendant ce temps, d'une part, le pétrole s'oxyde, amonçant ainsi sa destruction naturelle, et, d'autre part, des micro-organismes s'attaquent aux molécules d'hydrocarbures et les dégradent peu à peu.

L'agitation de la mer — le mer du Nord est très houleuse — a un effet mécanique : elle fait que le pétrole, très vis, forme une émulsion avec l'eau de la mer ; de plus, elle se fractionne en de multiples tâches ou flocons qui dérivent au gré des vents. Un hydrocarbure émulsionné est plus facilement entraîné par les micro-organismes.

Il semble que le régime des vents soufflant actuellement sur le mer du

Nord soit très changeant, et les nappes tourment depuis plusieurs jours sans trop se rapprocher des côtes. Il peut en résulter un effet favorable : ballottées aux quatre points cardinaux, la nappe peut ainsi avoir le temps de disparaître naturellement, du moins en partie.

Aucun effet en profondeur

Quel effet peut avoir le pétrole avant d'être « digéré » ? Il est redoutable pour les oiseaux et, éventuellement, pour les mammifères marins. Les uns et les autres perdent leur isolation thermique et meurent de froid ; ils ont de la difficulté à se nourrir, car les poissons quittent les eaux superficielles souillées pour les eaux plus profondes où le pétrole ne peut descendre en raison de sa moindre densité. En outre, une nappe importante de pétrole flottant sur la mer isole celle-ci de l'air et l'eau ne peut s'oxygéner.

Les poissons, s'ils restent en surface, risquent d'être asphyxiés, car leurs branchies sont engluées de pétrole. S'ils survivent au contact d'une nappe d'hydrocarbures, leur chair, comme celle des autres animaux marins, prendra le goût de pétrole et, sans être toxique, deviendra impropre à la consommation.

La pollution de surface est dévastatrice. Mais le phytoplancton (des plantes microscopiques) est formidablement prolifique et il peut se reconstituer très rapidement. La destruction du zooplancton (animaux minuscules, œufs et larves) peut avoir un effet dévastateur à plus long terme, puisque le renouvellement de certaines espèces de poissons est compromis par la disparition des œufs et des larves : les piles de la mer du Nord, dont la période de reproduction se situe au printemps, sont ainsi particulièrement menacées.

En profondeur, une pollution même très importante n'a aucun effet, puisque le pétrole flotte. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas utiliser en pleine mer et sur des fonds riches en métaux précieux des produits — telle la craie — qui absorbent le pétrole et le font couler. Cette méthode de « nettoyage » n'a qu'un effet esthétique. Certes, la nappe disparaît de la surface, mais le pétrole arrive sur le fond qui, autrement, en est très protégé. Il est très nocif à la faune et à la flore vivant sur le fond. De plus, loin de la lumière, il s'oxyde beaucoup plus lentement et colonise longtemps le fond, où il fait des ravages.

Il existe aussi des produits chimiques dispersants qui fractionnent les nappes et aident les longues molécules des hydrocarbures. On a beaucoup parlé, au moment de la catastrophe du Torrey-Canyon de 1967, des effets désastreux des dispersants sur le milieu vivant marin, effets beaucoup plus redoutables que ceux des hydrocarbures. Depuis dix

ans, il est indéniable que de grands progrès ont été faits dans le domaine des dispersants, en particulier pour les solvants qui entrent dans leur composition. Les « vieux » dispersants contenaient des solvants aromatiques (analogues au benzène, ou toluène, etc.) ; les produits actuels sont dissous dans des solvants aliphatiques (analogues à l'éther de pétrole), qui sont effectivement beaucoup moins nocifs.

Dans le cas d'une pollution aussi importante que celle due à l'éruption d'Ekofisk, il faudrait utiliser des doses énormes de dispersants (de l'ordre probable d'une tonne de produit par 10 tonnes de pétrole) et, même peu nocifs en eux-mêmes, les produits répandus en de telles quantités seraient dangereux pour le milieu vivant marin.

Le mieux serait incontestablement d'entourer les nappes par des barrages flottants et de pomper le pétrole ainsi contenu. Mais les divers systèmes existants ne sont efficaces que sur des eaux tranquilles, ce qui n'est pas du tout le cas de la mer du Nord. En outre, il n'existe étonnamment pas de longues barrières qui seraient nécessaires pour ceinturer une nappe ou plusieurs nappes occupant une assez grande surface. Les barrages sont d'ailleurs très onéreux : leur prix doit être d'environ 300 000 F pour une longueur de 500 mètres, sans compter le coût des « écremuses », qui récupèrent le pétrole ou plutôt une émulsion comprenant surtout de l'eau, des bateaux portant des « écremuses » et des bateaux-citernes capables de stocker ces émulsions.

En revanche, et les nappes menacent des côtes, il devrait être possible de les arrêter par des barrages avant qu'elles ne parviennent sur les rivages. La pollution, est la seule lutte qui puisse avoir une assez bonne efficacité. C'est sur cette formule que devrait être basée la lutte contre les pollutions accidentelles importantes par les hydrocarbures. Chaque pays doit avoir, prêt à l'emploi, des barrages flottants et des « écremuses », qui, très rapidement, pourraient être mis en œuvre sur la ou les zones menacées par une marée noire.

On a essayé, parfois, de faire absorber des nappes d'hydrocarbures par des produits légers (paille, papiers, pailles, etc.), qui jouent en quelque sorte, un rôle d'éponge. Étant légers, ces produits chargés de pétrole flottent : il est donc possible de les ramasser à la surface de la mer. Mais qu'en fait-on après qu'on les a apportés à terre ? Ils peuvent représenter des volumes énormes. Ils sont pollués, étant imbibés de pétrole, et ils brûlent très mal.

YVONNE REBEYROL
(Mardi 3 mai)

Le gouvernement français va proposer au Parlement de renforcer les mesures contre la pollution pétrolière

Le hasard veut que l'accident survenu en mer du Nord, sur la plate-forme de gisement d'Ekofisk, coïncide avec l'adoption au Sénat par le gouvernement français, qui doit le déposer dans quelques jours sur les bureaux du Parlement, d'un rapport proposant des mesures pour lutter contre les pollutions marines accidentelles par les hydrocarbures.

Le rapport préparé par M. Aymonier, député-maire de la Seine-Saint-Denis, et président du Groupe interministériel de coordination de l'action en mer des administrations (GICAMA), constate que la législation actuelle et la réglementation internationale présentent des insuffisances manifestes et qu'un renforcement des actions de prévention et de coordination est indispensable si l'on veut éviter le plus possible les risques de marées noires.

Déjà, dans son discours de Vannes, le 8 février dernier, M. Valéry Giscard d'Estaing avait annoncé que la circulation maritime allait être mieux surveillée, notamment au large d'Orléans, et dans le pas de Calais. Le président de la République avait décidé de renforcer les responsabilités des armateurs maritimes, d'autoriser la France à participer à un fonds international pour l'indemnisation des victimes, de développer la coopération technique européenne et de créer, en France, un fonds de prévoyance pour les victimes des accidents de navigation.

Des conventions mal appliquées

Dans son rapport, M. Achille-Fould rappelle que sur 5 340 kilomètres de littoral ou compte 1 740 kilomètres de plages. Sans parler du tourisme, qui est une des sources professionnelles sont directement intéressées par la sauvegarde des côtes le long desquelles treize millions de personnes vivent de la pêche, de la culture, de la baignade, etc.

Or, selon une étude de l'Agence mondiale de l'environnement (remontant à 1973), 6,1 millions de tonnes d'hydrocarbures seraient déversées annuellement en mer, dont plus de 1 million par les navires pétroliers, 1,9 par les flottes et les rivières, et 30 000 tonnes par les puits « off shore ». On lit aussi dans le rapport : « 20 % de la pollution de la mer est due à la pollution terrestre, 10 % à la pollution maritime et 70 % à la pollution atmosphérique ».

À ce propos, il est nécessaire de dissiper un malentendu. On croit généralement que, plus la capacité des tankers augmente, plus les risques de pollution sont grands. Or, selon une analyse des U.S. Coast Guards sur la période 1969-1973, la pollution « accidentelle » par les grands navires (ceux-

ci étant de plus en plus nombreux), rapportée à la tonne transportée, est vingt fois plus faible que celle qui peut provenir des petits pétroliers. Les super-tankers sont construits presque tous selon le même schéma et de la technique et leurs équipages sont choisis pour leurs compétences.

De nombreuses conventions juridiques internationales ont été signées et ratifiées par divers États dans le cadre de l'Organisation maritime consultative internationale (OMCI). Mais on constate les délais excessifs aux ratifications et la lenteur avec laquelle les législations nationales mettent en conformité leur droit interne avec les dispositions internationales. « Bien que ratifiées par un nombre croissant d'États, ces conventions ne sont pas de portée universelle, car toutes les principales assemblées des traités n'ont pas été ratifiées par les seuls États contractants ».

Le rapport note, avec satisfaction que la France a signé, ratifié (ou engagé) les procédures nécessaires à la ratification de l'ensemble des conventions de l'OMCI, mais il regrette que celle de décembre 1971 établie à Bruxelles n'ait pas été encore signée par Paris. Or, ce texte permettrait d'apporter un substantiel complément d'indemnisation aux victimes (...) en élevant les montants de la compensation de 1969 à une somme pouvant atteindre 30 millions de dollars par événement. Le fonds qui serait ainsi créé, alimenté par des cotisations des États contractants, serait calculé sur la base des quantités d'hydrocarbures importées par mer, indemnisera les victimes dans des cas où n'aurait pas couvert par la convention précédente de 1969 (phénomènes naturels de caractère exceptionnel, faute délibérée d'un tiers, garanties financières insuffisantes du propriétaire du navire).

Le retard sur ce plan devrait pourtant être rapidement rattrapé puisque M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a annoncé le 14 avril que le projet de loi autorisant la ratification de la convention de décembre 1971, qui avait été déposé au Parlement.

En conclusion, M. Achille-Fould constate que les moyens techniques en France sont encore très insuffisants, et qu'il serait vain de renforcer la réglementation si, parallèlement, on ne se donne pas les moyens navals et humains pour la faire respecter. Quant au traitement des nappes répandues, il relève souvent du « bricolage ».

Le droit international présente encore de graves lacunes, qui seront en partie comblées lorsque la convention de Londres du 2 novembre 1973 sera enfin entrée en vigueur. Cette convention prévoit que les navires pétroliers devront être équipés de dispositifs de surveillance et de contrôle de leurs rejets enregistrés dans des « boîtes noires ».

Enfin M. Achille-Fould remarque que dans l'état actuel de la réglementation française l'application du plan Polmar — lancée à la suite d'initiatives du premier ministre — impose souvent des délais trop longs et des circuits de décision trop complexes. Sur tout le plan Polmar est déclenché lorsque, en cas de sinistre, les déversements se sont déjà opérés. Toutes les mesures préventives sur l'épave échappent donc au dispositif.

Une liste noire des navires pollueurs

D'un la série de mesures préparées par le GICAMA, arrêtées par le gouvernement, et qui seront proposées au Parlement.

Sur le plan international : A la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, la France s'attachera à faire reconnaître par voie de convention internationale des pouvoirs de police et de poursuite plus étendus dans la zone de 200 milles. Les dispositifs de séparation du trafic dans les zones très fréquentées seront renforcés et un calendrier d'amélioration du ballage établi. Dans le cadre de l'OMCI, la France soutiendra que soit établie une sorte de liste noire des navires ayant contrevenu aux règlements.

Sur le plan national, plusieurs textes seront déposés : Pour donner aux autorités administratives le pouvoir de réquisition des personnes et des moyens nécessaires à la lutte contre les pollutions déclarées.

Pour permettre le cas échéant d'immobiliser au port un navire ayant occasionné des rejets illégitimes. Un accord européen sur ce plan sera recherché.

Enfin, un programme de recensement et de relevage des épaves sera entrepris avant 1978.

Il faudra aussi déléguer et déconcentrer davantage les décisions. Par exemple, le plan Polmar, quelle que soit l'importance du sinistre en mer, serait déclenché par le préfet maritime concerné qui en rendra compte immédiatement au gouvernement. Même déconcentration proposée au niveau départemental pour les plans « Orsec-Pollution ».

Enfin, le gouvernement a décidé de créer un fonds d'intervention, mobilisable sans délai pour faire face aux situations d'urgence. Créé dès le milieu de 1977, ce fonds sera doté d'un crédit initial de 10 millions de francs. Géré par le ministre de la culture et de l'environnement, ce fonds ne pourrait être utilisé qu'en cas de déclenchement du plan Polmar ou du plan Orsec-Pollution et serait destiné à couvrir les dépenses exceptionnelles de lutte contre les pollutions, à l'exclusion des dépenses courantes des administrations.

(Mercredi 27 avril.)

Château de Bellevue

INTERNAT SCOLAIRE MIXTE

Primaires - Secondaires
Enfants à partir de 5 ans
Grand confort
Ouvert week-ends et vacances

CENTRE INTERNATIONAL DE VACANCES

A Plages et à l'été en Anjou
En option, cours de vacances ou cours de français pour étrangers

Expérience - Sérénité - Convivialité

45380 LA CHAP-ST-MESMIN
Loin de l'Orléans (38) 88-21-18
49940 LE BOURG-D'UN
M.-L. Tel. Segré (41) 32-51-42

PANORAMA IMMOBILIER

LA VIE DE CHATEAU A HONFLEUR...
dès le prochain week-end, nous vous invitons au
Château de Brétreville
à GONNEVILLE-a-HONFLEUR
(à 2 h. de Paris autoroute Normandie)
Vous y découvrirez dans le parc d'un château des appartements du STUDIO au 3 PIECES
Renseignements J.L. ARNAULT
18, rue des 3 Frères, PARIS 18
Tél. 252.42.09
ou téléphoner : (16) (31) 99.04.02

- COSTA BRAVA -
AMPURIABRAVA - A 35 km du Perthus
dans la Baie de ROSAS...
Studios tout meublés à partir de 49 000 F
Appts. P 2 tout meublés à partir de 66 000 F
Appts. P 3 tout meublés à partir de 90 750 F
Villages sur devis
POSSIBILITÉS DE CRÉDIT 80 % SUR 5, 10 et 15 ans
PROMOVENT'S INTERNATIONAL
1, rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (161) 494.09.95

HONFLEUR
Appartements du studio au triplex - Investissement de tout 1^{er} ordre
Documentation à :
SCI - LA RENOVATION DU VIEIL HONFLEUR, GREENLAY S.A.
24, place Habbrelin, 14600 HONFLEUR
Tél. : (31) 98.07.37

entre COLLOURE et PORT-VENDRES
et pieds dans l'eau
accès direct à la plage
les résidences de L'OLI
STUDIO - 2 PIECES - 3 PIECES + quelques villas avec jardin, terrasse face à la mer, parking ou garage
CONSTRUCTION TRADITIONNELLE
LABEL CONFORT TOTAL ELECTRIQUE
cuisine merveilleusement équipée
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS • LIVRAISON IMMÉDIATE
L'OLÉOIL propose la vente d'un appartement de 50 m²
Renseignements et visites
Tous les jours VILLAS et APPARTEMENTS Tél. 04-10 à 19 h
RÉSIDENCE de L'OLI - 66600 PORT-VENDRES - (16-66) 36.21.43
Résidence SCI de L'OLI - 21, rue Général Foy - 75008 PARIS - 322.84.06

GOLFE DE SAINT TROPEZ LA CROIX VALMER
Régence « BEL HORIZON » Tennis
Reste quelques Appartements 2 et 3 Pièces et Studios
Prix fermes et définitifs
Visites et Renseignements sur place
Boulevard Frédéric Mistral tél. (94) 96 25 92 ou à PARIS 227 28 88

AUX REMPARTS DE KERJOUANNO
entre le golfe du Morbihan et la mer
UN INVESTISSEMENT GRAND EST AUSSI UN INVESTISSEMENT VACANCES ET VOILE
Port en eau profonde
du Croisic à 1500 m
Appart. très confort le week-end
ARZON PORT - NAVALE
Tél. (97) 36 28 92
Vous souhaitez une documentation sur :
St 2p 3p 4p 5p
EXTRAORDINAIRE ETE 1977 ou ETE 1978
Adressez ce bon avec votre carte de visite à :
1, place du Cirque
SACOGM
44000 NANTES - (40) 72.99.80

en Corse votre résidence de vacances,
un placement...
Et quel placement ! Ici soleil, « pieds dans l'eau », toujours en bord de mer, à quelques minutes de la montagne, dans les plus beaux sites de la Corse.
...financier ?
Oui, bien sûr ! Car une valeur nouvelle garantit votre capital : les vacances incomparables que l'on passe en Corse. Faites donc le pas, et vous verrez. Vous verrez aussi, concrètement, l'attrait de votre résidence si vous voulez louer en votre absence.
115 000 F
4, rue du Cdt Rivière / votre doc.
75008 PARIS
M. St-Ph. du Boud / engagé à M.
Tél. 358.18.03 / Adresse
PROMOTION IMMOBILIERE CORSE

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

Les prix ci-dessous sont en francs et en euros

Abonnement	1 an	2 ans	3 ans
France	120 000 F	240 000 F	360 000 F
Europe	150 000 F	300 000 F	450 000 F
Monde	200 000 F	400 000 F	600 000 F

SEMAINE DU 25 AU 29 AVRIL 1977

NOUVELLE ATTAQUE

A U cours d'une nouvelle semaine noire, la Bourse a subi une violente attaque, une avalanche d'ordres de ventes s'abattant sur la corbeille pendant trois séances consécutives. Malgré l'intervention massive des organismes de placements collectifs, la baisse moyenne atteignait près de 6 % à la veille du week-end. Du coup, l'indice de la Compagnie des agents de change s'est inscrit à son plus bas niveau depuis sa création, c'est-à-dire depuis la fin de 1967.

L'attaque s'est produite mercredi au lendemain de l'annonce du plan Barre, et de l'accueil très frais qui lui fut réservé par le P.F.R. La déception des milieux financiers, qui espéraient un peu d'optimisme, des mesures de relance plus énergiques, et même des stimulants en faveur de la Bourse, notamment sur le plan fiscal, et l'inquiétude suscitée par les divisions au sein de la majorité entraînent de très nombreux dégagements, la petite clientèle se mettant de la partie. Ce jour-là, l'indice instantané perdit 2,50 %, après 3,50 % à l'inverse, et la cotation de certaines valeurs dut être retardée, faute d'une demande suffisante. Jeudi et vendredi, la baisse se poursuivit dans une atmosphère particulièrement lourde, l'indice perdant « seulement » 1,70 % et 1,30 %.

Dans bien des cas, seul le soutien des investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, caisses de retraite, etc.) permit d'éviter des chutes catastrophiques. Nombre de grandes valeurs durent néanmoins céder 10 % ou davantage, tels Michelin, ou Air Liquide, sans oublier des vedettes comme Sida Rossignol ou Matignon Phénix.

Cette déroute, cette « braderie », comme l'ont dit les boursiers, s'est effectuée alors que les résultats financiers de nombre de sociétés s'inscrivent soit en amélioration, soit pour certains, en vive progression. Mais rien n'y fait, c'est l'institution même qui est attaquée à la racine, c'est la défiance qui ronge les colonnes du palais Bourse, c'est l'inquiétude qui est cause de ce « délabrement intellectuel » des opérateurs, dont parlait-il y a quelques semaines, M. Yves Flornoy, syndic des agents de change. Le mal dont souffre la Bourse est politique : cela a été démontré cette semaine de la manière la plus éclatante.

Aux valeurs étrangères, le fait de la semaine a été le très vif repli (12 % à 15 %) de Petrofina et de Norsk Hydro, sociétés intéressées, surtout la première, à l'exploitation du gisement d'Ekofisk, dont l'un des puits jaillit à l'air libre après une explosion.

Sur le marché de l'or, toujours peu actif, le lingot s'est replié à 23 740 F contre 24 220, tandis que le napoléon restait pratiquement stable à 246 F. — F. R.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

BAISSE DU DOLLAR

Remous sur le florin

Vive poussée sur le FLORIN. Tension au sein des milieux européens, hausse du DEUTSCHEMARK et baisse du DOLLAR, tels ont été les faits saillants de la semaine écoulée.

Le FLORIN a donc été vivement recherché, sur des rumeurs de réévaluation, que beaucoup de cambistes jugent à tort ou à raison, peu fondées. Atteignant le sommet du « serpent », il a touché son cours d'intervention, ce qui a obligé les banques centrales des Pays-Bas et d'Allemagne à intervenir à Paris. La monnaie hollandaise a frôlé le cours de 2,03 F.

Le DEUTSCHEMARK a également été recherché, mais dans une moindre mesure. Déclarations récentes de M. Otmar Emminger, président désigné de la Bundesbank, ont été significatives : si le marché poussait le DEUTSCHEMARK vers le haut, que pour la même période, la tension au sein des milieux européens exercerait une influence : nombre de cambistes pensent que la monnaie américaine va baisser par rapport aux monnaies fortes dans l'année qui vient.

Le FRANC SUISSE a été quelque peu secoué par le scandale du Crédit suisse, dont les pertes, à la suite de détournements de fonds dans son agence de Chisone, pourraient atteindre 750 millions de F.S. (1,5 milliard de F.F.). L'annonce de la mise à disposition par la Banque centrale et les deux autres grandes banques commerciales d'une aide de 3 milliards de F.S., démarche sans précédent dans l'histoire helvétique, a causé un certain émoi.

Le FRANCO FRANÇAIS s'est relativement bien tenu, suivant le DOLLAR dans sa baisse, et donc fléchissant par rapport aux monnaies du « serpent » européen. Cette bonne tenue relative, en

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre
(en francs français : cours de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	171,90	6,2510	4,3561	4,8516	61,5333	4,2149	1,524,23
New-York	171,90	—	20,1734	39,6432	42,4568	2,7754	48,7630	0,1127
Paris	—	—	20,1491	39,6233	42,4147	2,7543	48,6330	0,1127
Zurich	—	—	—	—	—	—	—	—
Frankfurt	—	—	—	—	—	—	—	—
Bonn	—	—	—	—	—	—	—	—
Amsterdam	—	—	—	—	—	—	—	—
Milan	—	—	—	—	—	—	—	—

nous ne nous y opposerions pas, les pays en excédent ne devraient pas résister aux tentatives fondamentalistes du marché pour leurs monnaies. » Après de tels propos, on se doute de l'accueil que ledit marché devait réserver à l'annonce d'une telle intervention de l'excédent commercial ouest-allemand pour le mois de mars. Cela n'a toutefois pas empêché le DEUTSCHEMARK de s'inscrire au bas du « serpent », qui monte vis-à-vis du DOLLAR dans son ensemble.

Les Etats-Unis ayant enregistré un déficit record de leur balance commerciale en mars, le DOLLAR a sensiblement fléchi.

L'annonce d'une très forte hausse des indicateurs économi-

SPORTS

RUGBY

Béziers-Nice et Perpignan-Romans en demi-finales du championnat de France

Béziers-Nice, d'une part, et Perpignan-Romans, d'autre part, telles seront les rencontres des demi-finales du championnat de France, qui auront lieu le week-end du 14 au 15 mai, à Lyon et à

La chèvre n'a pas mangé le loup

Agon. — Le rugby est un jeu géométrique. Mais il y a de ces moments où le jeu se joue au pied, où l'on peut même se faire éliminer. C'est ce qui s'est produit à Béziers, lors de la demi-finale du championnat de France, où les locaux ont été éliminés par les Basques de Bayonne.

Le match, qui s'est joué à 15 heures, a été marqué par une série de fautes de la part des Béziersiens, qui ont permis aux Basques de marquer plusieurs points. Les locaux, qui ont joué avec beaucoup de courage, ont finalement été éliminés.

Le match a été marqué par une série de fautes de la part des Béziersiens, qui ont permis aux Basques de marquer plusieurs points. Les locaux, qui ont joué avec beaucoup de courage, ont finalement été éliminés.

MOTOCYCLISME

Le Grand Prix d'Autriche marqué par un accident mortel

Salzbourg. — Deuxième grand prix de la saison 1977 (après celui du Venezuela), le Grand Prix d'Autriche a été marqué par un accident mortel. Le pilote allemand Uwe Lohmann a été tué lors d'une chute.

Le Grand Prix d'Autriche a été marqué par un accident mortel. Le pilote allemand Uwe Lohmann a été tué lors d'une chute.

LES RESULTATS

Discipline	1er	2e	3e	4e	5e
Athlétisme	1. H. H. H. H. H.	2. H. H. H. H. H.	3. H. H. H. H. H.	4. H. H. H. H. H.	5. H. H. H. H. H.
Basket-Ball	1. H. H. H. H. H.	2. H. H. H. H. H.	3. H. H. H. H. H.	4. H. H. H. H. H.	5. H. H. H. H. H.
Cyclisme	1. H. H. H. H. H.	2. H. H. H. H. H.	3. H. H. H. H. H.	4. H. H. H. H. H.	5. H. H. H. H. H.
Football	1. H. H. H. H. H.	2. H. H. H. H. H.	3. H. H. H. H. H.	4. H. H. H. H. H.	5. H. H. H. H. H.
Motonautisme	1. H. H. H. H. H.	2. H. H. H. H. H.	3. H. H. H. H. H.	4. H. H. H. H. H.	5. H. H. H. H. H.
Rugby	1. H. H. H. H. H.	2. H. H. H. H. H.	3. H. H. H. H. H.	4. H. H. H. H. H.	5. H. H. H. H. H.

BOULETIN DE L'ÉTRANGER

DE neuf ans plus jeune, Jean-Marc Roberts n's pas eu des débuts aussi remarqués que ceux de Modiano. Il n'a pas imposé un univers et un ton aussi particuliers. Moins en cinq livres — *Samedi, dimanche et fêtes*, *Le Petit Verbaire*, *La Partie belle*, *la Comédie légère*, *Boudoirs et les Voleurs*, — et à vingt-trois ans, il a manifesté l'aisance, l'économie de moyens, le dédain des modes et la sûreté de propos qui annoncent généralement une vraie personnalité de romancier. *Le Sommeil agité* confirme ces promesses.

Il a pourtant joué la difficulté. En dépit des apparences, rien n'est périlleux comme de s'introduire dans le délire d'un fou. Et celui-ci ne recule devant aucune grand-guignolesse. Hanté par le film de Charles Laughton, *La Nuit du chasseur*, qu'il croit inspiré par ses propres souvenirs et dont il vole les copies, cet ancien merlin échoué dans le commerce des jouets à Bordeaux ne craint pas d'étrangler un lanceur de couteaux, un contrôleur de train, de séquestrer des enfants et de les soumettre aux extravagances de sa mémoire maledé.

Les frontières entre le réel et les fantasmes se brouillent à l'excès, et inutilement vers le fin, quand avant de se supprimer, le héros, dans le vieux Nice, revit l'enfance malheureuse qui l'a conduit à la folle sanglinaire.

Mais, jusque-là, on ne doute pas un instant du regard qu'il pose autour de lui. On croit au marchand de jouets qui se gave de biscuits en cachette de sa femme, eux lubies macabres des clients, eux maladroites envies de bonheur de l'employée. C'est le réel qui paraît déraisonner et se changer en conte.

LA juxtaposition de solitudes sans issue et l'avalanche de petits faits irréfutables rappellent le *Journal* d'un fou, de Gogol. Parmi les œuvres de la jeune génération, on pense à l'indifférence méticuleuse de *L'angoisse du gardien de but* ou *moment du pénalty*, de l'Autrichien Peter Handke. Comme chez ce dernier, l'émotion est d'autant plus vive que le narrateur ne sort pas d'une objectivité méthodique, glacée.

On rejoint enfin la définition du talent telle que le suggère la réussite de Modiano : « force de dépouillement voulu, sans un mot plus haut que l'entra », à l'opposé du débagouillis et du baroque à la mode, recréer posément, autour des destins entiers et des moments les plus fugaces, le halo de mystère qui les rend à la fois criants de vérité et hors d'atteinte, comme dans la vie.

sonne alléchée par les offres de placement des remisiers et des commissionnaires qui circulent à nouveau actuellement doivent lire le *Sucre* avant de plonger. A titre préventif. Tous les « pas-contents » qui, nous ont écrit ou téléphoné après notre « Avis aux spéculateurs » devraient aussi, pour y voir clair

Un beau pied de nez pour finir ! An diable le bourgeois éparnant-concupiscent, au diable la société aseptisée-pasteurisée ! Adrien Courtols, l'antibéros ex-inspecteur des finances choisait la vie et la marche à pied.

ALAIN GIRAUDO.
(Vendredi 29 avril)

100

Safaris-Photo de

Découvrez les parcs nationaux
plantes médicinales, leur avifaune

En fait, depuis le 22 février 1977, les vingt-sept cartons qui les renferment ont été classés par ordre chronologique et alphabétique, contenant divers écrits qui pour l'instant seront seulement placés en dépôt, ont pris place dans la bibliothèque de la Bibliothèque de l'Odéon d'encaustique des nettoyages de printemps. Déjà leur classement et leur étude ont permis de constater que ces ouvrages n'étaient pas exploités ni étudiés par les chercheurs, critiques et spécialistes d'un art tel qu'il est aujourd'hui enseigné.

Pour la Bibliothèque nationale,

blier les *Hommes de bonne volonté* dans l'intérêt des vingt-sept auteurs et leurs œuvres définitives correspondant aux vingt-sept volumes qui s'échelonnent de 1860 à 1968 et en 1969 pour raconter les vingt-cinq années (1908-1933) qui furent celles de la génération de Jules Verne, de 1868 et 1869 et mort académicien en 1973.

Au premier regard, on mesure que l'auteur ne fut pas — du moins pour les chartistes qui ont travaillé sur ce dossier — l'ensemble — un écrivain « différent » des autres.

Il avait été inspiré par La Fontaine et les siens, l'exercice des lettres, la poésie, les romans populaires, les plans divers, même sont relativement peu nombreux devant les nombreux dessins, par exemple, mais il y avait une vérité jusqu'à l'extrême, l'espérance bien par eux en savoir ce qu'ils avaient voulu dire, les personnages, l'abbé Jean de Strigoul, d'Orgeval, du général Durocure, de l'archiviste Henri de Saint-Paul, de Champaenais.

avaient été inspirés par La
et les siens. L'examen des é-
lets plus bruts, des notes pri-
bles, des plans divers, même
sont relativement peu nom-
devrait permettre d'affiner, pe-
être même de prouver, ce
n'était jusque-là qu'intuition
espère bien par eux en savoir
et cerner ceux qui ont pu ins-
les personnages de l'abbé Je-
de Sirgellins, d'Orgetal, du gé-
ral Duroure, de l'affairiste Ha-
kamp, du député Gurau, de
oublier les Saint Papouï et
Champonnais.

Un travail ignoré

dont la Bibliothèque nationale ou tel autre établissement public est en possession. Il est évident par exemple, qu'une confrontation s'imposera avec le *Manuscrit* Louis Jouvet dans lequel figure évidemment plus d'une lettre

l'auteur de « Knock » et son lu-
prêtre. Et de la même main
conviendra-t-il de se repo-
aussi aux lettres de Jules Rom-
à André Gide qui, elles, figure
au fonds Gide de la Bibliothèque
Jacques Doucet, alors que les

Ainsi est conduit ce travail difficile, ignoré, mais qui a des fondations de la plus grande des grandes rééditions critiques. Peut-il être véritablement ob-

tif? Pour Jules Romains, comme pour n'importe quel autre, le socialiste le plus éverté ne saurait échapper à sa responsabilité. C'est par des brouillons, des fiches, des plans, des notes aussi diverses qu'il suppose inévitablement un ch

On peut décrire tel ou tel objet en ébauche, brouillon ou simplement esquisse informelle. C'est-à-dire fixer, en dépit de tous les scénarios possibles, l'éventail des recherches peut-être, du moins pour un temps, l'orienter ou l'influencer. A cet égard on citera l'exemple

En tout cas voilà maintenant l'œuvre de Jules Romains sur le trépan qui est assurée en général la pérennité des plus grands. L'œuvre du sort pour l'académie.

qui vers le fin de sa vie s'est affirmé anti-gaulliste convaincu et avait même prôné en 1969 le vote pour M. Alain Fohrer : scrupuleuse charliste, Mlle Agnès Gremy, du département des manuscrits qui, sous la direction

Thomas, à la charge de mettre
ordre cette donation, est la me
qui, à son arrivée il y a quelq
années, reçut pour première t
le dépouillement des manusc
et notes des *Mémoires de gu*
de Charles de Ganne.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE
(Lundi 25 avril.)

du 28 avril au 4 mai 19

1-octanol concentration (mM)	percentage of total protein
0	0
10	85
20	80
30	75
40	70
50	68
60	66
70	65
80	64
90	63
100	62

.....

du 28 avril au 4 mai 19

